

**Assemblée générale**

Distr. générale
18 novembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 156 de l'ordre du jour

**Financement de la Force intérimaire de sécurité
des Nations Unies pour Abyei****Exécution du budget de la Force intérimaire de sécurité
des Nations Unies pour Abyei pour l'exercice allant du
1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat.	5
A. Considérations générales	5
B. Utilisation des crédits	6
C. Activités d'appui de la mission	8
D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional	9
E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	10
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	10
III. Exécution du budget	26
A. Ressources financières	26
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	27
C. Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	27
D. Gains d'efficience	28
E. Autres produits et ajustements, et avances internes	29
F. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	30
G. Activités de fond et autres activités relatives aux programmes.	31



H. Contributions non budgétisées	32
IV. Analyse des écarts	32
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	35
VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 76/274 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée	36
A. Assemblée générale	36
B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	37

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 et l'objectif de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) est mise en évidence dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (sécurité, gouvernance et surveillance de la frontière, et appui).

Au cours de l'exercice considéré, la FISNUA a continué de s'acquitter des principales tâches relevant de son mandat et consistant notamment à assurer la sécurité, à protéger les civils, à surveiller et à vérifier la démilitarisation de la zone d'Abyei, à appuyer l'action menée pour asseoir l'état de droit, à faciliter l'accès humanitaire et à dialoguer avec les parties de façon à promouvoir le processus de paix. Dans le cadre de l'achèvement de sa reconfiguration en tant que force multinationale, la FISNUA a accéléré le remplacement des modules vétustes et dangereux servant à l'hébergement du personnel militaire, achevé la construction d'un deuxième camp entièrement nouveau en août 2023 et commencé les activités de construction dans quatre autres camps.

La FISNUA a engagé des dépenses d'un montant de 287,1 millions de dollars au cours de l'exercice considéré, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 100,0 % (les dépenses de l'exercice 2022/23 s'étaient élevées quant à elles à 267,8 millions de dollars et le taux d'exécution à 99,9 %).

Le solde inutilisé de 108 900 dollars est le résultat net des facteurs suivants : a) un dépassement des crédits au titre des militaires et du personnel de police, imputable essentiellement au nouveau contrat de rations plus coûteux que le précédent, principalement à cause du conflit au Soudan, et un dépassement relatif à l'indemnité de subsistance (missions) en raison du relèvement des taux applicables au Soudan à compter du 1^{er} janvier 2024 ; b) un dépassement des crédits au titre du personnel civil, qui s'explique en grande partie par le fait que les dépenses communes de personnel ont été plus élevées que prévu et que les barèmes des traitements du personnel recruté sur le plan national ont été révisés à la hausse ; c) une sous-utilisation des crédits au titre des dépenses opérationnelles, qui tient principalement aux facteurs suivants : trois aéronefs de remplacement ont été déployés tardivement, le nombre de patrouilles aériennes a été inférieur aux prévisions en raison de la fermeture de l'espace aérien soudanais, les besoins en modules d'hébergement préfabriqués et en matériaux de construction ont été moins élevés que prévu et six camions à haute mobilité n'ont pas été achetés.

Exécution du budget : ressources financières(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart</i>	
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
Militaires et personnel de police	121 857,0	129 563,4	(7 706,4)	(6,3)
Personnel civil	51 935,6	54 264,2	(2 328,6)	(4,5)
Dépenses opérationnelles	113 428,3	103 284,4	10 143,9	8,9
Total brut	287 220,9	287 112,0	108,9	–
Recettes provenant des contributions du personnel	3 923,5	4 558,1	(634,6)	(16,2)
Total net	283 297,4	282 553,9	743,5	0,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	287 220,9	287 112,0	108,9	–

Exécution du budget : ressources humaines

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé^a</i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)^b</i>
Observateurs militaires	135	121	10,4
Contingents	3 115	3 010	3,4
Police des Nations Unies	148	43	70,9
Unités de police constituées	492	–	100,0
Personnel recruté sur le plan international	188	169	10,1
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs	10	8	20,0
Agents des services généraux	84	79	6,0
Volontaires des Nations Unies			
Volontaires recrutés sur le plan international	38	34	10,5
Emplois de temporaire ^c			
Personnel recruté sur le plan international	4	3	25,0

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024, que le Secrétaire général a présenté dans son rapport du 24 février 2023 ([A/77/769](#)), s'élevait à 293 589 900 dollars (montant net : 289 614 800 dollars). Il devait permettre de financer le déploiement de 135 observateurs militaires, 3 115 membres des contingents, 148 membres de la police des Nations Unies, 492 membres d'unités de police constituées, 197 membres du personnel recrutés sur le plan international (dont 4 occupant des emplois de temporaire), 95 membres du personnel recrutés sur le plan national, à savoir 10 administrateurs et 85 agents des services généraux, et 38 Volontaires des Nations Unies.

2. Dans son rapport en date du 1^{er} mai 2023, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre des crédits d'un montant brut de 291 852 100 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 ([A/77/767/Add.10](#), par. 54).

3. Dans sa résolution [77/290](#) B, l'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant brut de 287 220 900 dollars (montant net : 283 297 400 dollars) pour le fonctionnement de la Force pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la FISNUA dans sa résolution [1990 \(2011\)](#) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat correspondant à l'exercice considéré dans ses résolutions [2660 \(2022\)](#) et [2708 \(2023\)](#).

5. La Force a pour mandat de faciliter l'application de l'Accord entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei, conclu le 20 juin 2011, en participant aux travaux des organismes compétents de la zone, en veillant au respect du statut démilitarisé de la zone, en facilitant l'accès humanitaire, en assurant la liaison entre les parties, en protégeant la zone contre des incursions d'éléments non autorisés et en aidant le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière à créer une zone frontalière démilitarisée et sécurisée.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, qui présentent les réalisations et les produits par composante (sécurité, gouvernance et surveillance de la frontière, et appui).

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2023/24, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

8. Le processus politique d'Abyei a continué d'être touché par le conflit en cours au Soudan et l'incertitude politique régnant au Soudan du Sud, si bien qu'aucun progrès n'a été réalisé au cours de l'exercice considéré en ce qui concerne le règlement de la question du statut définitif d'Abyei et des questions frontalières. L'Organisation des Nations Unies a continué de dialoguer avec les Gouvernements soudanais et sud-soudanais pour leur rappeler qu'elle était prête à soutenir la reprise des discussions sur le statut définitif d'Abyei et les questions frontalières dès que les conditions le permettraient, en coordination avec l'Union africaine. La FISNUA s'est employée à instaurer des conditions favorables à la paix entre les communautés, notamment en soutenant le dialogue intercommunautaire entre les Ngok Dinka et les Misseriya. Elle a également collaboré avec l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et la présence des Nations Unies au Soudan sur les questions relatives à Abyei. Par ailleurs, elle a œuvré avec les autorités traditionnelles et locales, les réseaux de femmes et la société civile au règlement des problèmes de sécurité et de protection liés au genre et à la promotion d'une participation véritable des femmes aux mécanismes de prévention et de règlement des conflits.

9. Le conflit auquel le Soudan est en proie a considérablement entravé la mise en œuvre du mandat de la FISNUA : il a influé sur la situation à Abyei, sur le processus de paix, sur le règlement du différend frontalier entre le Soudan et le Soudan du Sud et sur l'environnement opérationnel dans lequel la Force intervient. En raison des atteintes à la sécurité, de la militarisation accrue et des conflits intracommunautaires, la FISNUA a dû ajuster la mise en œuvre de son mandat. La présence des Forces sud-soudanaises de défense du peuple dans le sud d'Abyei a également compliqué la situation. Par ailleurs, le mauvais temps a entraîné des retards opérationnels et entravé les progrès, ce qui n'a pas permis d'utiliser efficacement et dans les meilleurs délais les ressources allouées.

10. La FISNUA a continué de se concentrer sur les cinq priorités stratégiques énoncées dans la résolution [2609 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité, à savoir : a) la protection physique des civils et la facilitation de l'aide humanitaire ; b) l'appui au processus politique enclenché entre le Soudan et le Soudan du Sud, en coopération avec les parties prenantes, y compris l'appui aux activités de surveillance et de vérification menées par le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière le long de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée afin de garantir que la région d'Abyei est démilitarisée et exempte d'armes ; c) le recours à la médiation au niveau local pour régler les conflits intercommunautaires ; d) l'organisation d'activités de consolidation de la paix à des fins de lutte contre les causes profondes du conflit, notamment dans le cadre du Programme conjoint des Coordonnatrices résidentes au Soudan et au Soudan du Sud pour Abyei ; e) la promotion de l'application du principe de responsabilité, l'accès à la justice et le soutien à l'état de droit.

11. La FISNUA a continué d'utiliser le Système complet de planification et d'évaluation de la performance pour suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre de son mandat et pour faciliter les allocations de crédits et la planification.

12. La FISNUA a participé à deux séries d'activités par an pour faire le point sur les progrès de la mise en œuvre de l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus et du renforcement du maintien de la paix des Nations Unies en tant qu'outil de règlement du conflit dans la région d'Abyei et sur les difficultés rencontrées.

Activités de fond et autres activités relatives aux programmes

13. On trouvera ci-après un récapitulatif des principales activités menées par la FISNUA pendant l'exercice considéré :

a) **services de détection des mines et de déminage.** Dans le cadre du programme de lutte contre les mines, des opérations ont été menées dans les zones de responsabilité de la Force et du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière afin de permettre la circulation en toute sécurité du personnel militaire de la FISNUA, la protection des civils et l'acheminement de l'aide humanitaire dans des conditions de sécurité. Les équipes de lutte antimines ont inspecté les itinéraires, procédé à des activités de relevé et à des opérations de déminage dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée et ont fourni des équipes d'appui aux patrouilles pour appuyer les mouvements opérationnels du Mécanisme. Les armes et les munitions confisquées par la FISNUA et remises au personnel du programme de lutte contre les mines ont été détruites en toute sécurité ;

b) **renforcement de la confiance.** La FISNUA a célébré la Journée internationale de la paix avec la participation active des membres des communautés. En raison du conflit au Soudan, il y a eu une rupture des chaînes d'approvisionnement au Soudan, qui a entravé l'exécution du programme, notamment pour ce qui est des services de santé dans le nord d'Abyei, mais aussi dans le sud. Les services de santé fournis par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au Soudan et au Soudan du Sud, dans le cadre du Programme conjoint, ont permis de renforcer la confiance des communautés dans la FISNUA, seule institution de sécurité autorisée à opérer à Abyei ;

c) **projets de stabilisation des communautés.** La FISNUA a soutenu, par le biais du Programme conjoint, le centre de formation professionnelle d'Abyei, qui après avoir diplômé une première promotion de 130 personnes, a diplômé 161 autres personnes, qui ont suivi des formations dans les domaines de la restauration, de la maçonnerie, de la couture et d'autres métiers générateurs de revenus. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a commencé à créer des espaces conviviaux pour les femmes et les filles afin de favoriser un dialogue au sein des communautés et d'atténuer la violence sexuelle et fondée sur le genre ;

d) **lutte contre la violence de proximité.** La FISNUA a facilité l'organisation de conférences avant et après la migration entre les pasteurs misseriya et les communautés ngok dinka, à savoir : une conférence prémigratoire qui s'est tenue en décembre 2023 à Noong et à laquelle ont participé 120 personnes, qui se sont engagées à coexister pacifiquement et à mettre en place des mécanismes de règlement des différends ; une conférence post-migratoire qui s'est tenue en mai 2024 et à laquelle ont pris part 145 personnes, qui ont passé en revue les accords conclus précédemment et se sont engagées à gérer la migration en sens inverse de manière pacifique. La Force a également facilité 40 réunions conjointes du comité mixte pour la paix entre les communautés afin de promouvoir la cohésion sociale parmi les membres des communautés. Elle a continué de perfectionner le système d'alerte précoce afin de recueillir des informations et d'améliorer sa capacité de prévoir les menaces imminentes et d'y faire face ;

e) **droits humains.** La FISNUA a célébré en décembre 2023, aux côtés des autorités locales, la Journée des droits de l'homme et la Journée internationale des personnes handicapées, en présence d'environ 400 personnes. Elle a également organisé neuf formations de sensibilisation aux droits humains à différents endroits, à l'intention des comités de protection de la population locale, des comités de protection mixte et des organisations de la société civile. Elle a organisé un atelier sur la justice traditionnelle et une visite sur le terrain à Djouba pour donner aux parties

prenantes l'occasion d'échanger leurs points de vue sur les meilleures pratiques dans le domaine de la justice ;

f) **consolidation de la paix.** Le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix et l'Envoyée spéciale pour la Corne de l'Afrique se sont rendus ensemble au Soudan du Sud et à Abyei pour soutenir la mise en œuvre du mandat de la FISNUA et appuyer le processus politique entre le Soudan et le Soudan du Sud. Les plans relatifs à un dialogue de haut niveau sur le cadre de collaboration politique à Abyei, qui devait être organisé en collaboration avec l'Envoyée spéciale pour la Corne de l'Afrique, l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, ont été mis de côté principalement en raison de l'incertitude politique. Ils ont été remplacés par des projets axés sur les mandats de la FISNUA relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité et aux jeunes et à la paix et à la sécurité, tels que la célébration de la Journée internationale de la jeunesse ;

g) **état de droit.** La FISNUA a collaboré avec les autorités locales aux fins de la campagne « 16 journées de mobilisation contre la violence de genre », à laquelle ont participé 500 personnes. Elle a également organisé des campagnes auprès des écoliers afin de prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre. Elle a organisé des activités de formation, des ateliers et des programmes de sensibilisation, notamment dans le domaine du soutien opérationnel et logistique, afin de renforcer l'efficacité des comités de protection de la population locale et des comités de protection mixte ;

h) **égalité des genres et femmes et paix et sécurité.** La FISNUA a organisé sept activités dans le cadre du mandat relatif aux femmes et à la paix et à la sécurité, comme suit : i) une activité a consisté à organiser des manifestations de sensibilisation et des manifestations sportives afin de mettre en avant la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité et de mobiliser les jeunes femmes ; ii) deux activités ont porté sur la sensibilisation des jeunes femmes à la santé menstruelle ; iii) une activité a été organisée à l'occasion de la campagne « 16 journées de mobilisation contre la violence de genre » afin de sensibiliser et de mobiliser les communautés ; iv) deux activités ont été organisées pour former les coordonnateurs et coordonnatrices communautaires pour les questions de genre à la gestion des cas et à la réponse à apporter face à la violence sexuelle et fondée sur le genre et pour sensibiliser les écoliers à la violence sexuelle et fondée sur le genre, aux violences sexuelles et sexistes, aux mariages précoces et à la maltraitance d'enfants ; v) une activité a consisté à apporter un appui aux organisations féminines de la société civile afin d'accroître la participation des femmes aux processus de paix, notamment un appui aux élections internes des associations locales de l'organisation Abyei Women's Union dans les quatre localités du centre et du sud lors de manifestations auxquelles ont participé 799 femmes, et deux ateliers sur les femmes et la paix et la sécurité ont été organisés à l'intention de 140 personnes dans le nord.

C. Activités d'appui de la mission

14. La FISNUA a fait des progrès notables en ce qui concerne la mise aux normes des infrastructures obsolètes, la facilitation du déploiement des contingents et l'appui apporté à leur reconfiguration. Elle a également achevé la construction du poste de commandement du bataillon de Dokura en août 2023 et ainsi amélioré la sécurité, l'empreinte écologique et l'hébergement des soldates de la paix.

15. Les travaux de construction des camps de Highway, Agok, Athony et Diffra ont été lancés. Les travaux dans les deux premiers camps sont presque achevés et 85 % des contingents déployés dans les deux autres camps sont déjà hébergés dans de nouvelles unités. Le complexe du dernier contingent à être déployé, une force de

réaction rapide, a été agrandi afin de pouvoir y entreposer le matériel appartenant au contingent et d'y construire un atelier de mécanique en plein air. La reconstruction des installations d'une autre compagnie militaire, au quartier général d'Abyei, a commencé mais a été mise en attente jusqu'à ce que les infrastructures et les matériaux nécessaires soient achetés. La planification de la reconstruction des camps de Tejalei, Marial Achack, Noong et Goli a été lancée, de même que celle d'une zone de stockage de munitions au quartier général d'Abyei.

16. La gestion de l'environnement et des déchets a été grandement améliorée : a) des déchetteries sont entrées en service à Athony et à Highway ; b) des composteurs supplémentaires ont été installés au quartier général d'Abyei et au camp de Dokura ; c) la FISNUA a encore renforcé les moyens de gestion de ses déchets alimentaires ; d) des concasseurs de bouteilles ont été distribués dans toutes les bases d'opérations afin de réduire le volume des déchets. La FISNUA a lancé un projet « Waste2Value », qui porte sur la collecte et le recyclage du plastique dans sa zone d'opérations et vise à éliminer les déchets plastiques et à donner des moyens de subsistance à la population locale.

17. La FISNUA a également continué à élargir sa couverture en matière de moyens informatiques et de moyens de communication pour répondre aux besoins des nouveaux contingents, notamment aux fins de la reconstruction des camps pour laquelle il a fallu acheter des licences pour connecter le nouveau matériel informatique et des licences pour les applications de planification, de conception et de mise en œuvre. Conformément au plan de communication stratégique actualisé, le Bureau de l'information a également mis en service la station de radio de la FISNUA sur Internet, « The Voice of Peace », en octobre 2023. Depuis, plusieurs programmes ont été diffusés, notamment des actualités, des entretiens avec les commandants des contingents et des informations sur les activités de la Force. La FISNUA a également lancé des projets visant à avoir une diffusion régulière et à traduire dans les langues locales les émissions diffusées en anglais afin d'en élargir la portée.

18. Le conflit au Soudan a continué d'entraver la capacité de la FISNUA de soutenir l'exécution du programme. L'itinéraire de ravitaillement nord depuis Port-Soudan via El-Obeid et Kadougli est devenu inutilisable en raison de l'insécurité. L'itinéraire de ravitaillement depuis Abyei, via Kadougli et Abu Qoussa, a été compromis, ce qui a entravé la capacité de la Force de mener à bien des tâches essentielles, notamment le transport d'explosifs par la route dans le cadre de l'appui au programme de lutte antimines dans les zones de déploiement et de responsabilité du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. La FISNUA a dû adopter des stratégies d'atténuation pour constituer des stocks de fournitures avant la saison des pluies et ainsi garantir la résilience opérationnelle et le fonctionnement des sites du Mécanisme. Le recours aux avions et aux convois militaires de la FISNUA ainsi qu'à des prestataires de services extérieurs s'est soldé par des dépenses plus élevées que prévu. Ces facteurs ont entravé l'utilisation des ressources de manière efficace et dans les délais prévus.

D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional

19. Au cours de l'exercice considéré, la FISNUA a poursuivi ses échanges avec la MINUSS sur des questions ayant des conséquences transfrontalières. La MINUSS a apporté un appui crucial au déploiement du matériel appartenant aux contingents présents dans la zone de la FISNUA. La Force et la MINUSS ont également collaboré sur des questions touchant la logistique, la sécurité, les opérations et les communications. La MINUSS a également continué d'appuyer les opérations aériennes de la Force et de fournir un appui au bureau de liaison de la FISNUA à Djouba en fonction des besoins. Des réunions régulières tenues avec la MINUSS ont

aidé à repérer des questions d'intérêt mutuel pour lesquelles il convenait d'intensifier la collaboration. Le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique a également facilité les échanges politiques avec les principales parties prenantes.

E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

20. La FISNUA a continué de soutenir l'action menée pour traiter les causes sous-jacentes de la violence à Abyei dans le cadre du Programme conjoint pour Abyei. L'Organisation internationale pour les migrations, le Programme alimentaire mondial (PAM), le FNUAP, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'OMS ont également contribué à cette initiative. Ces entités ont grandement facilité l'exécution de projets d'aide humanitaire et de consolidation de la paix, axés sur la santé, l'eau, l'assainissement, l'hygiène, la création de moyens de subsistance et la formation professionnelle. Ces projets ont pâti du conflit qui a éclaté au Soudan le 15 avril 2023 et qui a entravé le déploiement du personnel, l'acheminement des fournitures et le respect des échéances prévues. La FISNUA a également élaboré une stratégie d'appui à l'état de droit pour traiter les questions relatives aux infractions graves, à la détention et au transfert des suspects aux autorités compétentes, en collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies et en consultation avec la population. En outre, la stratégie prévoit un soutien conjoint aux mécanismes communautaires de protection et de règlement des différends à Abyei.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : sécurité, gouvernance et surveillance de la frontière

Réalisation escomptée 1.1 : Instauration d'un climat de sûreté et de sécurité qui facilite les migrations pacifiques et l'acheminement de l'aide humanitaire ; renforcement des capacités du Service de police d'Abyei, conformément à l'Accord du 20 juin 2011

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
1.1.1 Aucune attaque ne se produit contre les intervenants humanitaires (2021/22 : 0 ; 2022/23 : 0 ; 2023/24 : 0)	1 pillage concernant le personnel du PAM a été signalé
1.1.2 Aucun cas de violences intercommunautaires n'est signalé durant la migration (2021/22 : 0 ; 2022/23 : 0 ; 2023/24 : 0)	Objectif atteint
1.1.3 La zone d'Abyei est pour l'essentiel exempte de personnel armé, de matériel et d'armes autres que ceux appartenant à la FISNUA et au Service de police d'Abyei (nombre de cas où la présence de personnel armé, de matériel et d'armes a été signalée : 2021/22 : 18 ; 2022/23 : 136 ; 2023/24 : 17)	100 cas où la présence de personnel armé, de matériel et d'armes a été signalée La présence de personnel des Forces sud-soudanaises de défense du peuple à Agok, à la jonction d'Athony, au point Kilo 27 et à Korioch a été observée de juillet 2023 à juin 2024. En novembre et décembre 2023, la présence d'éléments armés dinka twic à la jonction d'Athony a été fréquemment signalée et des mouvements d'éléments armés ngok dinka ont également été observés. En janvier 2024, la présence d'éléments armés nuer a été signalée

1.1.4 Aucun mouvement de la Force, du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, des travailleurs humanitaires et des civils n'a été interrompu ou annulé en raison de la présence de mines ou de restes explosifs de guerre dans la zone d'Abyei et la zone frontalière démilitarisée et sécurisée (2021/22 : 0 ; 2022/23 : 0 ; 2023/24 : 0)

Objectif atteint

1.1.5 Les agents humanitaires circulent librement dans la zone, la création le 30 juin 2022 de 377 comités de protection de la population locale permettant de mieux protéger les civils et d'échanger davantage d'informations dans la partie nord de la zone d'Abyei

Objectif atteint

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conduite de 25 364 patrouilles militaires dans la zone de responsabilité de la FISNUA à des fins de sécurité, de contrôle, de vérification et de surveillance du territoire, escortes et missions visant à déceler et prévenir les incursions : 18 816 patrouilles pendant les 8 mois de la saison sèche (1 893 patrouilles + 459 escortes × 8 mois) et 6 548 patrouilles pendant les 4 mois de la saison des pluies (1 470 patrouilles + 167 escortes × 4 mois)	41 850	Patrouilles militaires ont été effectuées en neuf mois (en moyenne 138,4 patrouilles et 17 missions d'escorte par jour dans les trois secteurs) L'augmentation du nombre de patrouilles s'explique principalement par le nombre croissant de problèmes de sécurité et par le fait que les contingents ont dû patrouiller intensivement dans des zones où la surveillance a dû être exercée à pied ou à bord de véhicules
Conduite de 3 160 patrouilles conjointes entre les observateurs militaires des Nations Unies et la police des Nations Unies visant à surveiller et vérifier les conditions de sécurité et le redéploiement de toutes les forces et à assurer la liaison avec les populations et les autorités locales dans la zone d'Abyei, à des fins d'alerte rapide et d'atténuation des conflits : 2 520 patrouilles pendant les 36 semaines de la saison sèche (7 patrouilles par semaine × 10 bases d'opérations × 36 semaines) et 640 patrouilles pendant les 16 semaines de la saison des pluies (4 patrouilles par semaine × 10 bases d'opérations × 16 semaines)	2 876	Patrouilles conjointes ont été organisées entre les observateurs militaires des Nations Unies et la police des Nations Unies
117 heures visant à observer la démilitarisation des groupes armés et mener des enquêtes (2,25 heures × 52 semaines)	3 660	Heures (70,4 heures × 52 semaines) ont été utilisées pour observer la démilitarisation des groupes armés et mener des enquêtes Il a fallu accroître le nombre de points de contrôle et de postes statiques afin d'intercepter les activités

<p>Organisation de 446 réunions du Comité conjoint de sécurité, avec la participation de la Force et de représentants de chacune des populations misseriya et ngok dinka</p>	<p>criminelles et de renforcer la protection des civils du fait de la multiplication des vols à main armée sur l'itinéraire principal de ravitaillement, de l'infiltration d'éléments armés dans le secteur sud et du commerce illicite d'armes sur le marché d'Amiet</p> <p>208 Réunions du Comité de sécurité conjoint ont été organisées (4 réunions par semaine sur 12 mois) entre la Force et les Misseriya et Ngok Dinka</p> <p>Le nombre de réunions a été moins élevé que prévu en raison principalement d'une moindre mobilité pendant la saison des pluies, ce qui a eu une incidence sur la capacité de mener des échanges. La dernière saison des migrations a également été l'une des plus pacifiques de ces dernières années, le nombre de conflits intercommunautaires ayant été nettement moins élevé</p>
<p>Prestation d'un soutien logistique et administratif pour 2 réunions du Comité mixte de contrôle d'Abyei ou des réunions similaires de haut niveau entre les parties</p>	<p>Oui</p>
<p>Organisation et facilitation de 2 réunions pour les populations misseriya et ngok dinka dans le but de favoriser le dialogue intercommunautaire et la réconciliation et appui aux mécanismes de règlement des différends intercommunautaires, notamment au moyen de 26 réunions du comité mixte pour la paix entre les communautés</p>	<p>40 Réunions du comité mixte pour la paix entre les communautés ont été organisées</p>
<p>Organisation et facilitation de 4 consultations pour des groupes de femmes et des chefs traditionnels misseriya et ngok dinka visant à renforcer la participation des femmes aux processus de paix ; fourniture d'un appui logistique et technique aux groupes de femmes locaux visant à ce qu'elles discutent collectivement des initiatives relatives aux femmes et à la paix et la sécurité et aux alertes rapides en coordination avec les organismes, fonds et programmes, l'objectif étant de promouvoir la paix pendant la période de migration et de faire connaître les enseignements tirés</p>	<p>5 Consultations ont été organisées et facilitées</p>
<p>Organisation de 10 réunions du Comité mixte des observateurs militaires et conduite de 2 562 patrouilles d'équipes mixtes d'observateurs militaires (7 équipes × 1 patrouille par jour × 366 jours)</p>	<p>48 Réunions du Comité mixte des observateurs militaires ont été organisées</p> <p>Le nombre de réunions a été plus élevé que prévu du fait qu'il a fallu examiner de nouveaux points relatifs à la sécurité, aux opérations, à la logistique et aux questions administratives</p>
	<p>2 843 Patrouilles d'équipes mixtes d'observateurs militaires ont été effectuées</p>

Patrouilles et déploiement des unités de police constituées des Nations Unies (7 200 jours-personnes) et des policiers hors unités constituées (148 jours-personnes) visant à lutter efficacement contre les menaces criminelles au marché commun d'Amiet et dans d'autres zones de tension d'Abyei qui nécessitent une intervention des unités de police constituées, des patrouilles locales à des fins de dialogue et d'accompagnement, un regroupement des comités de protection de la population locale et des comités de protection mixtes, une surveillance de l'état de droit et la communication d'informations connexes, une gestion des centres de détention, de la sécurité et du maintien de l'ordre, y compris aux fins de la protection du personnel et des installations des Nations Unies (10 personnes par patrouille × 3 patrouilles par section × 4 sections par unité de police constituée × 2 unités de police constituées × 30 jours)

Fourniture de conseils et d'un encadrement à 53 antennes des comités de protection de la population locale dans les secteurs centre, sud et nord, soit un total de 1 223 personnes, dont 181 femmes, et à un comité mixte pour la paix, soit un total de 52 personnes, dont 4 femmes, dans le cadre de patrouilles interactives et d'un regroupement dans des locaux communs

Appui à 1 conférence prémigratoire et 1 conférence postmigratoire, y compris à une série de consultations visant à renforcer la compréhension mutuelle, la coopération et la paix

Appui aux comités de protection de la population locale et aux comités de protection mixtes prenant la forme de la réfection de 53 antennes dans les secteurs centre, sud et nord et la fourniture de 1 275 équipements logistiques opérationnels tels que des uniformes, des imperméables, des vestes réfléchissantes, des bottes et des lampes torches à un total de 1 223 membres des comités de protection de la population locale et 52 membres des comités de protection mixtes

Organisation de campagnes de sensibilisation autour de l'action de police de proximité en matière de protection de l'environnement, avec les populations locales, et fourniture de matériel de

Non Aucune patrouille des unités de police constituées n'a eu lieu

43 Jours-policiers hors unités constituées

Dans la mesure où les unités de police constituées n'avaient pas encore été déployées, aucun jour-personne de patrouille n'a été effectué

Le nombre de jours-policiers hors unités constituées a été moins élevé que prévu parce que le Gouvernement soudanais a tardé à délivrer les visas nécessaires au déploiement de l'ensemble de l'effectif autorisé, à savoir 148 policiers

Les responsables de la Force ont continué de s'entretenir avec les pays hôtes en ce qui concerne la délivrance des visas nécessaires au déploiement des unités de police constituées et de l'ensemble de l'effectif autorisé pour les policiers hors unités constituées

53 Antennes des comités de protection de la communauté

1 Comité mixte pour la paix

1 Conférence prémigratoire a reçu un appui

1 Conférence postmigratoire a reçu un appui

1 275 Équipements logistiques opérationnels ont été fournis

Oui

nettoyage respectueux de l'environnement à Abyei, Agok et Diffra (180 participants)

Organisation et facilitation de 45 ateliers de formation sur l'application des lois à l'échelle locale et les techniques élémentaires de maintien de l'ordre à l'intention de 52 membres des comités de protection mixtes et 1 223 membres des comités de protection de la population locale (15 dans le secteur nord, 15 dans le secteur centre et 15 dans le secteur sud)

Organisation de 12 ateliers de formation sur les moyens permettant de prévenir et de combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre et sur les droits des femmes et des enfants, à l'intention de 1 223 membres des comités de protection de la population locale et 52 membres des comités de protection mixtes, des chefs traditionnels, de représentants de la société civile et des agents de santé (dans la limite de 50 participants par atelier) dans les secteurs centre, sud et nord, conformément à la stratégie en matière d'état de droit

Organisation de 9 manifestations à l'occasion du lancement de la campagne « 16 journées de mobilisation contre la violence de genre » comprenant la production d'une pièce de théâtre sur le sujet, de la danse et un groupe de chant dans 9 bases d'opérations de la police des Nations Unies

Organisation – dans les écoles – de 50 campagnes de prévention du mariage précoce et – dans les hôpitaux – de 10 campagnes de sensibilisation autour de la lutte contre le VIH et la prévention de sa transmission dans les secteurs centre, sud et nord

Organisation de 3 ateliers sur la création de revenus pour les classes vulnérables de la communauté d'accueil, notamment les veuves et les personnes handicapées, et conduite d'une enquête sur les enfants livrés à eux-mêmes dans les secteurs centre, sud et nord

Organisation, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, de 9 campagnes de promotion de l'égalité des genres à l'intention du personnel de la FISNUA et des

42 Ateliers de formation sur l'application des lois à l'échelle locale et les techniques élémentaires de maintien de l'ordre ont été organisés : 4 ateliers à l'intention de 107 membres des comités de protection mixtes et 38 ateliers à l'intention de 1 263 membres des comités de protection de la population locale (13 dans le secteur nord, 13 dans le secteur centre et 12 dans le secteur sud)

12 Ateliers de formation sur les moyens permettant de prévenir et de combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre et sur les droits des femmes et des enfants ont été organisés

2 Manifestations organisées par la police des Nations Unies dans le cadre de la campagne « 16 journées de mobilisation contre la violence de genre »

Le nombre de manifestations a été moins élevé que prévu principalement à cause de l'insécurité qui a régné à Agok de novembre à décembre 2023

29 Campagnes de prévention du mariage précoce dans les écoles

Non Aucune campagne de sensibilisation n'a été organisée dans les hôpitaux sur la lutte contre le VIH et la prévention de sa transmission

Le nombre de campagnes moins élevé que prévu s'explique par l'absence d'installations de dépistage au niveau local

3 Ateliers ont été organisés sur la création de revenus

Oui La Journée internationale des femmes a été célébrée les 8 et 10 mars 2024, et des débats sur les champions de l'égalité des genres ont été animés par Lydia Achel

organismes des Nations Unies et des acteurs locaux dans 9 bases d'opérations de la police des Nations Unies

Appui à 4 ateliers et activités de renforcement des capacités, notamment les activités et ateliers animés par les entités des Nations Unies et les organisations non gouvernementales compétentes, dans des domaines tels que la sensibilisation aux questions de réconciliation et de justice traditionnelle, à la situation des femmes et des jeunes, à la paix et la sécurité et à la protection des civils dans les communautés misseriya et ngok dinka

4 Ateliers et activités de renforcement des capacités ont été organisés

Fourniture d'un appui à l'équipe de pays des Nations Unies aux fins de la mise en œuvre d'activités de consolidation de la paix et de règlement des conflits, notamment dans les domaines des mécanismes de justice traditionnelle, des droits humains, de l'état de droit, de la transhumance, de la gestion des frontières et des mécanismes locaux de protection des femmes, des jeunes, des enfants et des groupes vulnérables

Oui

Fourniture d'un appui aux deux Administrations s'agissant de l'élaboration de programmes et de matériel pédagogique sur les droits humains et la coexistence pacifique

Oui

Prestation de services liés à la lutte antimines, visant notamment à ce que : 100 % des itinéraires prioritaires où des patrouilles ont lieu soient sécurisés et accessibles dans la zone d'Abyei ; 100 % des demandes de relevé et de déminage des terrains minés dans la zone d'Abyei soient suivies d'effet ; 100 % des demandes d'enlèvement et de destruction des mines et restes explosifs de guerre dans la zone d'Abyei soient suivies d'effets ; 100 % des armes et munitions confisquées et remises au Service de la lutte antimines soient détruites en toute sécurité, conformément aux procédures du Service

Oui

Organisation de 360 séances de sensibilisation au danger des engins explosifs (30 séances par mois × 12 mois) à l'intention des populations de la zone d'Abyei ; organisation de 48 séances de formation de base sur les impératifs de sécurité en matière de mines et de restes explosifs de guerre à l'intention des

364 Séances de sensibilisation au danger des engins explosifs ont été organisées

48 Séances de formation de base sur les dangers des mines et des restes explosifs de guerre ont été organisées à l'intention des membres du personnel de la Force et des militaires nouvellement arrivés

membres du personnel de la Force et des militaires nouvellement arrivés (4 séances par mois × 12 mois)

Conformément au plan de communication stratégique renforcée de la Force, création et administration de la première station de radio de la Force

Oui

Dialogue continu avec les communautés ngok dinka et misseriya, y compris dans le cadre de deux ateliers publics d'information, pour que le rôle et le mandat de la Force à Abyei et du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée soient mieux compris, l'objectif étant de renforcer les capacités des médias locaux et de resserrer la collaboration avec eux pour améliorer le dialogue avec les populations locales et combattre la désinformation et la mésinformation

Oui

Fourniture et distribution de supports de communication dans le cadre de 3 journées des Nations Unies (la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, le 29 mai, la Journée internationale de la paix, le 21 septembre, et la Journée des Nations Unies, le 24 octobre) et de 3 manifestations sportives locales organisées à ces occasions

3 La FISNUA a célébré la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies le 29 mai 2024 et a organisé à cette occasion une série d'activités à Abyei, Kadougli et Diffra, elle a célébré la Journée internationale de la paix le 21 septembre 2023 à son quartier général, avec en prélude une marche pour la paix, et a marqué la Journée des Nations Unies le 24 octobre 2023 à son quartier général, avec un défilé

Réalisation escomptée 1.2 : Fonctionnement effectif du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.2.1 Confirmation du retrait des forces dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée et vérification des allégations de déplacements par la surveillance de la totalité de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée non contestée

Il n'a pas été possible de surveiller l'ensemble de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, car un seul des deux secteurs du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière est opérationnel et le Soudan et le Soudan du Sud ont tous deux déployé leur propre police dans la zone

1.2.2 Déploiement intégral du personnel du Service de la lutte antimines au siège du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et dans les postes de commandement de secteur et bases d'opérations en activité aux fins de la fourniture d'un appui au Mécanisme selon les besoins

Objectif atteint

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
3 660 patrouilles terrestres mixtes (8 équipes × 1,25 patrouille par jour × 366 jours) et 96 patrouilles de longue distance mixtes (4 secteurs × 2 patrouilles par mois × 12 mois), avec le soutien d'équipes d'appui aux patrouilles à bord de véhicules à l'épreuve des mines, et 192 patrouilles aériennes (48 × 4) effectuées par les équipes intégrées du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, à un rythme de 4 patrouilles par mois	624 Non Non	<p>Patrouilles terrestres conjointes ont été effectuées (24 par mois)</p> <p>Aucune patrouille de longue distance mixte n'a été effectuée</p> <p>Aucune patrouille aérienne n'a été effectuée</p> <p>Le nombre de patrouilles terrestres a été moins élevé que prévu principalement parce que seul le secteur 2 était opérationnel en raison de l'insécurité, des fortes pluies et de l'état des routes</p> <p>Le nombre de patrouilles de longue distance mixtes a été moins élevé que prévu principalement en raison des restrictions à la liberté de circulation imposées aux points de contrôle des polices soudanaise et sud-soudanaise dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, de la non-disponibilité d'un(e) observateur(trice) sud-soudanais(e) recruté(e) sur le plan national à Abou Qoussa, des fortes pluies et de l'état des routes</p> <p>Le nombre de patrouilles aériennes a été moins élevé que prévu en raison de la fermeture de l'espace aérien soudanais</p>
Fourniture de conseils et d'un appui pour la coordination et la planification des opérations de surveillance dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée dans le cadre de 260 réunions hebdomadaires dans 4 états-majors de secteur et au siège du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière (5 × 52 semaines)	Oui	
Prestation de services liés à la lutte antimines, consistant notamment : à vérifier qu'il ne reste plus de mines et de restes explosifs de guerre sur 100 % des terres, pour donner suite à la demande du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière ; à sécuriser et à dégager 100 % des itinéraires, conformément à la demande du Mécanisme ; à enlever et à détruire 100 % des mines et des restes explosifs de guerre signalés dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, conformément aux procédures du Service de la lutte antimines ; à détacher des équipes d'appui du Service de la lutte antimines à bord de véhicules à l'épreuve des mines pour accompagner 100 % des patrouilles	Oui	

terrestres du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière

Organisation de 12 séances de sensibilisation au danger des engins explosifs (1 séance par mois × 12 mois) et de cours sur les impératifs de sécurité en matière de mines et de restes explosifs de guerre dans le cadre de la formation de base dispensée aux militaires nouvellement arrivés

13 Séances de sensibilisation au danger des engins explosifs ont été organisées

Composante 2 : appui

21. La composante Appui a continué de fournir des services logistiques et administratifs et des services de sécurité efficaces et performants afin d'aider la Mission à s'acquitter de son mandat et, pour ce faire, elle a exécuté les produits prévus.

Réalisation escomptée 2.1 : Fourniture à la Force, dans les meilleurs délais, de services d'appui efficaces, rationnels et responsables

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

2.1.1 Pourcentage des heures de vol approuvées qui ont été utilisées (2021/22 : 109 % ; 2022/23 : 71 % ; 2023/24 : ≥ 90 %)

75 %

Le nombre d'heures de vol a été moins élevé que prévu principalement parce que le remplacement d'un avion et de deux hélicoptères a pris du retard et parce qu'il a été mis un terme à deux contrats en mars 2024, l'un afférent à un avion, en raison notamment de la diminution des patrouilles aériennes due à la fermeture de l'espace aérien soudanais, et l'autre à un hélicoptère, celui-ci ayant été remplacé par un appareil de plus grande capacité

2.1.2 Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2021/22 : 10,9 % ; 2022/23 : 12 % ; 2023/24 : 12,3 % ± 3 %)

10,1 % des postes soumis à un recrutement international

2.1.3 Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2021/22 : 24 % ; 2022/23 : 27 % ; 2023/24 : ≥ 29 %)

24 %

Le pourcentage inférieur aux prévisions s'explique par la persistance des difficultés qu'il y a à attirer des candidates, Abyei étant classé lieu d'affectation difficile et les conditions qui y règnent étant dangereuses

2.1.4 Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la publication des avis de vacance à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2021/22 : 42 jours ; 2022/23 : 88 jours ; 2023/24 : ≤ 45 jours)

124 jours

Le nombre de jours a été plus élevé que prévu, en partie parce les délais ont été prolongés pour certains avis de vacance afin de permettre aux personnes touchées par la réduction des effectifs de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) de présenter leur candidature, et parce qu'il a fallu du temps pour mettre en place des procédures tenant compte des critères à retenir pour examiner les dossiers des candidats et candidates employées par des missions amenées à procéder à des licenciements en raison d'une restructuration

2.1.5 Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la publication des avis de vacance à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2021/22 : 145 ; 2022/23 : 230 jours ; 2023/24 : ≤ 120 jours)	32 jours
2.1.6 Note globale dans le tableau de bord d'évaluation environnementale de l'Administration (2021/22 : 84 ; 2022/23 : 79 ; 2023/24 : 100)	83 %
2.1.7 Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2021/22 : 99 % ; 2022/23 : 99 % ; 2023/24 : ≥ 85 %)	96 %
2.1.8 Mise en œuvre et respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2021/22 : 20 % ; 2022/23 : 80 % ; 2023/24 : 100 %)	100 %
2.1.9 Note globale concernant l'indice de performance de l'Administration en matière de gestion du matériel, sur la base de 20 indicateurs clés de résultats (2021/22 : 1 957 ; 2022/23 : 1 981 ; 2023/24 : ≥ 1 800)	1 973
2.1.10 Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord (2021/22 : 100 % ; 2022/23 : 100 % ; 2023/24 : 100 %)	100 %
2.1.11 Respect par les fournisseurs des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2021/22 : 99,5 % ; 2022/23 : 94,4 % ; 2023/24 : ≥ 95 %)	97,8 %
2.1.12 Écart par rapport au plan de gestion de la demande : quantités prévues, commandes passées en temps voulu, délais de livraison (2021/22 : 58 % ; 2022/23 : 40 % ; 2023/24 : ≥ 20 %)	62,3 % L'écart a été plus marqué que prévu en raison du transfert de matériel provenant de la MINUSMA et de la nécessité pour la FISNUA de réaffecter les ressources afférentes aux coûts opérationnels afin de financer les dépenses relatives au personnel civil et au personnel en tenue, qui ont été plus élevées que prévu

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Amélioration des services		
Exécution du plan d'action environnemental de la mission, conformément à la stratégie environnementale de l'Administration	Oui	
Appui à la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la chaîne d'approvisionnement de l'Administration et à la mise en service de plusieurs modules Umoja-Extension	Oui	
Services de transports aériens		
Exploitation et entretien de 11 appareils (4 avions et 7 hélicoptères)	3	Avions
Fourniture de 7 170 heures de vol (4 750 par des prestataires privés et 2 420 par des prestataires militaires) pour tous les services (transport de passagers : 5 065 heures ; fret : 721 heures ; opérations de patrouille et d'observation : 360 heures ; missions de recherche et de sauvetage et évacuations sanitaires primaires et secondaires : 442 heures ; tâches diverses : 582 heures)	6	Hélicoptères Le nombre d'appareils a été moins élevé que prévu, principalement du fait du retard pris dans le déploiement de trois appareils de remplacement et de l'annulation des contrats portant sur deux appareils
	5 379	Heures de vol ont été effectuées au total, dont :
	3 114	Heures de vol effectuées par des prestataires privés
	2 265	Heures de vol effectuées par des prestataires militaires
	3 007	Heures de vol aux fins du transport de passagers
	1 585	Heures de vol pour le fret
	112	Heures de vol pour les opérations de patrouille et d'observation
	46	Heures de vol pour les missions de recherche et de sauvetage et les évacuations sanitaires primaires et secondaires
	629	Heures de vol visant à déplacer des appareils à vide pour assurer les vols susmentionnés
		Le nombre d'heures de vol a été inférieur aux prévisions principalement du fait du retard pris dans le déploiement de trois appareils de remplacement, de l'annulation des contrats portant sur deux appareils et de la fermeture de l'espace aérien soudanais pendant l'exercice considéré
Contrôle du respect des normes de sécurité aérienne pour 11 appareils, ainsi que pour 15 aérodromes et sites d'atterrissage	9	Appareils
	15	Aérodromes et sites d'atterrissage
Budget, finances et communication de l'information		
Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers	287,2	Millions de dollars (budget approuvé)

et comptables concernant un budget de 293,6 millions de dollars

Services relatifs au personnel civil

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 330 membres du personnel civil (193 personnes recrutées sur le plan international, 10 administrateurs recrutés sur le plan national, 85 agents des services généraux recrutés sur le plan national, 4 personnes occupant des emplois de temporaire et 38 Volontaires des Nations Unies), notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance

293	Membres du personnel civil (effectif moyen)
169	Personnes recrutées sur le plan international (effectif moyen)
87	Personnes recrutées sur le plan national, dont 8 administrateurs et 79 agents des services généraux (effectif moyen)
3	Personnes occupant un emploi de temporaire (effectif moyen)
34	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international (effectif moyen)

Services d'ingénierie et de gestion des installations et des infrastructures

Exécution de 9 projets de construction, de rénovation et d'aménagement

9 Grands projets de construction, de rénovation et d'aménagement

Entretien de 400 km de route aux fins de la mobilité des forces et services d'entretien et de réparation pour un total de 16 sites

400,5 Kilomètres de route

Exploitation et entretien de 194 groupes électrogènes appartenant à l'ONU répartis entre 21 sites et de 5 centrales solaires réparties dans 5 endroits

18 Groupes électrogènes appartenant à l'ONU

18 Sites

Centrale solaire au quartier général d'Abyei

1 Le nombre de centrales solaires et de sites est moins élevé que prévu, car la dernière main n'a été mise au contrat clefs en main qu'en août 2024

Services d'entretien et de réparation portant sur 21 sites de la mission répartis entre 21 endroits

21 Sites

21 Endroits

Fourniture de services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 21 sites

21 Sites

Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres et de lutte contre les nuisibles dans 21 sites et de services de blanchisserie dans 2 sites – Services relatifs à l'administration/l'environnement des camps

Oui La FISNUA a fourni des services de nettoyage, d'entretien des périmètres et de lutte contre les nuisibles dans 21 sites et des services de blanchisserie dans 2 sites

Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU (dont 36 puits et trous de forage et 21 stations de traitement et d'épuration de l'eau) et fourniture de

36 Puits et trous de forage

22 Stations d'épuration et de traitement des eaux

10 Stations d'épuration et de traitement de l'eau appartenant aux contingents, réparties entre 8 sites

services d'appui à huit installations d'épuration et de traitement de l'eau appartenant aux contingents, dans 15 sites

Exploitation et entretien de 38 installations d'approvisionnement et de traitement des eaux usées appartenant à l'ONU dans 14 sites

Gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 13,5 millions de litres de carburant (4,3 millions de litres pour les opérations aériennes, 1,2 million pour les transports terrestres et 8,0 millions pour les groupes électrogènes et d'autres équipements) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage dans 17 sites ; mobilisation de 2 points de distribution supplémentaires à l'usage du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière

Services technologiques

Fourniture de 977 radios portatives, de 336 radios mobiles pour véhicules et de 92 radios fixes, ainsi que de l'appui y afférent

Exploitation et maintenance d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, dont 12 terminaux VSAT, 24 centraux téléphoniques et 31 liaisons hertziennes, et fourniture de 30 téléphones satellitaires et de 168 téléphones mobiles à carte prépayée

Fourniture de 684 ordinateurs et de 170 imprimantes pour un effectif moyen de 689 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 238 appareils et 25 imprimantes permettant aux membres des contingents de travailler sur le terrain, et fourniture de services d'appui connexes et de services communs

Fourniture de services d'appui et de maintenance pour 30 réseaux locaux et 9 réseaux étendus, dans 17 sites

Analyse de données géospatiales portant sur une surface de 11 000 km², mise à jour des couches topographiques et thématiques et production de 5 000 cartes

37 Installations d'approvisionnement et de traitement des eaux usées appartenant à l'ONU dans 14 sites

13,6 Millions de litres, dont :

4,4 Millions de litres pour les opérations aériennes

1,0 Million de litres pour les transports terrestres

8,2 Millions de litres pour les groupes électrogènes et d'autres équipements

La FISNUA a approvisionné en carburant et lubrifiant les points de distribution et les installations de stockage de 19 sites

938 Radios portatives

525 Radios mobiles pour véhicules

86 Radios fixes

12 Terminaux VSAT

24 Centraux téléphoniques

41 Liaisons hertziennes

30 Téléphones satellitaires

168 Téléphones mobiles à carte prépayée

704 Ordinateurs

197 Imprimantes destinées au personnel civil et au personnel en tenue

462 Appareils destinés aux membres des contingents

25 Imprimantes destinées aux membres des contingents

30 Réseaux locaux

17 Réseaux étendus

19 Sites

11 000 Kilomètres carrés

5 000 Cartes ont été produites

Services médicaux

Exploitation et entretien des centres de soins appartenant à l'ONU (1 unité médicale de niveau I) et appui aux centres de soins appartenant aux contingents (10 unités médicales de niveau I et 1 unité médicale de niveau II+). Appui au personnel de la Force, mais également à la population locale, pour des raisons humanitaires

Gestion de dispositifs d'évacuation sanitaire vers 5 unités médicales (3 de niveau III et 2 de niveau IV) dans 5 sites situés dans la zone de la mission et en dehors de celle-ci

Fourniture à un effectif moyen prévu de 3 285 membres du personnel en tenue et de 298 membres du personnel civil d'équipements de protection individuelle et de matériel de dépistage de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) par amplification en chaîne par polymérase, y compris de machines et de kits de dépistage, ainsi que de consommables connexes

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs pour l'achat de biens et de produits d'un montant estimatif de 46 millions de dollars

Réception, gestion et distribution de 10 710 tonnes de marchandises au maximum dans la zone de la mission

Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 116 millions de dollars, et communication de l'information y relative

Services relatifs au personnel en tenue

Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 3 890 militaires et policiers (135 observateurs militaires, 125 officiers d'état-major, 2 990 membres des contingents, 148 membres de la police des Nations Unies et 492 membres d'unités de police constituées)

1 Centre de soins appartenant à l'ONU (1 unité médicale de niveau I)

9 Centres de soins appartenant aux contingents (8 unités médicales de niveau I et 1 unité médicale de niveau II+)

Oui Depuis le 1^{er} novembre 2023, tous les cas d'évacuation sanitaire d'urgence de la FISNUA dirigés sur l'unité médicale de niveau II+ située dans la zone de la Force sont aiguillés vers un hôpital de niveau III à Nairobi

3 174 Membres du personnel en tenue

293 Membres du personnel civil

42 Millions de dollars pour l'acquisition de biens

11 093 Tonnes de marchandises

205,9 Millions de dollars

121 Observateurs militaires (effectif moyen)

125 Officiers d'état-major (effectif moyen)

2 885 Membres des contingents (effectif moyen)

43 Membres de la police des Nations Unies

0 Unité de police constituée

		Le nombre de membres de la police des Nations Unies a été moins élevé que prévu, car le taux de vacance s'est élevé à 70,9 %.
		Le nombre d'unités de police constituées a été inférieur aux prévisions, car aucune des trois unités n'a été déployée
Inspection et vérification du matériel majeur appartenant aux contingents et contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome, et établissement de rapports à ce sujet, pour un effectif moyen prévu de 3 285 membres des contingents et des unités de police constituées, répartis entre 10 sites permanents et 9 bases d'opérations	2 885	Membres des contingents et des unités de police constituées (effectif moyen), répartis entre : 10 Sites permanents 9 Bases d'opérations
Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau pour un effectif moyen prévu de 2 972 membres des contingents et des unités de police constituées	2 885	Membres des contingents et des unités de police constituées (effectif moyen)
Appui au traitement des demandes d'indemnités et prestations pour un effectif moyen prévu de 3 285 militaires et policiers	3 174	Militaires et policiers (effectif moyen)

Gestion des véhicules et services de transport terrestre

Exploitation et entretien de 555 véhicules appartenant à l'ONU (236 véhicules légers, 117 véhicules à usage spécial, 2 ambulances, 4 véhicules blindés et 196 autres véhicules spécialisés, remorques et attelages), de 409 véhicules appartenant aux contingents et de 3 ateliers d'entretien et de réparation, et fourniture de services de transport et de navette	562	Véhicules appartenant à l'ONU, dont :
	243	Véhicules légers
	181	Véhicules à usage spécial
	2	Ambulances
	4	Véhicules blindés
	132	Véhicules spécialisés, remorques et attelages
	689	Véhicules appartenant aux contingents
	3	Ateliers d'entretien et de réparation du matériel

Sécurité

Services de sécurité du personnel et des biens des Nations Unies 24 heures sur 24, pour la zone administrative d'Abyei et le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, y compris les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les organisations internationales	Oui
Programmes conjoints de coordination des communications par radio, 24 heures sur 24, pour l'ensemble du personnel du système de gestion de la sécurité des Nations Unies dans la zone de responsabilité et dans les zones	Oui

d'opérations du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière

18 visites et évaluations de la sécurité des bases d'opérations de la FISNUA et du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, des organismes, fonds et programmes des Nations Unies établis à proximité immédiate des camps de la Force (locaux communs) et du complexe d'ONG de la zone d'Abyei, dans le cadre de la stratégie « Saving lives together » (« Sauver des vies ensemble ») ;
20 évaluations de l'application des normes minimales de sécurité opérationnelle, évaluations de l'état du matériel de sécurité et inspections de sécurité incendie ;
20 visites du personnel

- 19 Visites et évaluations de la sécurité des sites de la Force
- 20 Évaluations de l'application des normes minimales de sécurité opérationnelle et évaluations de l'état du matériel de sécurité
- 20 Visites du personnel

Déontologie et discipline

Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline destiné à tous les membres du personnel (personnel militaire, personnel de police et personnel civil), comprenant formation, suivi des enquêtes et mesures disciplinaires

Oui

VIH/sida

Exploitation et entretien de structures de conseil et de dépistage volontaire et confidentiel du VIH et mise en œuvre d'un programme de sensibilisation au VIH et aux autres maladies transmissibles reposant notamment sur la communication d'informations entre collègues, à l'intention de l'ensemble du personnel de la mission

Oui

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant	Pourcentage
			(3) = (1) – (2)	(4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	5 608,2	7 096,0	(1 487,8)	(26,5)
Contingents	112 685,7	120 103,6	(7 417,9)	(6,6)
Police des Nations Unies	3 563,1	2 363,8	1 199,3	33,7
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	121 857,0	129 563,4	(7 706,4)	(6,3)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	44 380,7	43 195,5	1 185,2	2,7
Administrateurs recrutés sur le plan national	646,1	1 063,1	(417,0)	(64,5)
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	2 722,1	4 746,9	(2 024,8)	(74,4)
Volontaires des Nations Unies	2 677,0	2 308,3	368,7	13,8
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 509,7	2 950,4	(1 440,7)	(95,4)
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Total partiel	51 935,6	54 264,2	(2 328,6)	(4,5)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	727,7	1 275,6	(547,9)	(75,3)
Voyages officiels	636,7	1 070,9	(434,2)	(68,2)
Installations et infrastructures	37 562,3	34 235,3	3 327,0	8,9
Transports terrestres	4 138,4	2 311,6	1 826,8	44,1
Opérations aériennes	37 291,7	32 508,1	4 783,6	12,8
Opérations maritimes ou fluviales	523,7	260,7	263,0	50,2
Communications et informatique	9 668,8	10 225,2	(556,4)	(5,8)
Santé	692,1	659,9	32,2	4,7
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	21 436,9	19 987,1	1 449,8	6,8
Projets à effet rapide	750,0	750,0	–	–
Total partiel	113 428,3	103 284,4	10 143,9	8,9
Total brut	287 220,9	287 112,0	108,9	–
Recettes provenant des contributions du personnel	3 923,5	4 558,1	(634,6)	(16,2)
Total net	283 297,4	282 553,9	743,5	0,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	287 220,9	287 112,0	108,9	–

B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Répartition initiale du montant approuvé		
	Montants réaffectés	Répartition révisée	
I. Militaires et personnel de police	121 857,0	7 706,4	129 563,4
II. Personnel civil	51 935,6	2 328,6	54 264,2
III. Dépenses opérationnelles	113 428,3	(10 035,0)	103 393,3
Total	287 220,9	–	287 220,9
Pourcentage de réaffectations			3,5

22. La réaffectation de fonds à la catégorie I s'explique essentiellement par un nouveau contrat afférent aux rations plus coûteux que le précédent, à cause du conflit au Soudan, et par le dépassement relatif à l'indemnité de subsistance (missions) en raison du relèvement des taux applicables au Soudan à compter du 1^{er} janvier 2024.

23. La réaffectation de fonds à la catégorie II s'explique en grande partie par le fait que les dépenses communes de personnel ont été plus élevées que prévu et que les barèmes des traitements du personnel recruté sur le plan national ont été révisés à la hausse.

24. Il a été possible de réaffecter des fonds de la catégorie III essentiellement parce que le nombre réel d'heures de vol a été inférieur au nombre prévu dans le projet de budget, situation qui s'explique principalement par le fait que le nombre des patrouilles aériennes a été inférieur aux prévisions en raison de la fermeture de l'espace aérien soudanais et du déploiement tardif de trois appareils de remplacement, que les besoins en modules d'hébergement préfabriqués et en matériaux de construction ont été moins élevés que prévu et que six camions à haute mobilité n'ont pas été achetés.

C. Annulation d'engagements d'exercices antérieurs

25. Les engagements d'exercices antérieurs qui ont été annulés pour 2021/22 à 2023/24 sont indiqués ci-après :

Évolution des annulations d'engagements d'exercices antérieurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant		
	2021/22	2022/23	2023/24
Militaires et personnel de police	120,6	2 879,9	5 368,4
Personnel civil	26,2	69,1	128,4
Dépenses opérationnelles	2 916,1	1 336,0	3 796,3
Total	3 062,9	4 285,0	9 293,1

Note : Les montants correspondent au total des engagements se rapportant à des biens livrés ou des services fournis au cours d'exercices antérieurs qui ont été annulés à l'issue de la période de 12 mois suivant la fin de l'exercice concerné et à la fin d'un délai supplémentaire de quatre ans lorsqu'il s'agissait d'engagements envers des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

D. Gains d'efficience

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Gain d'efficience estimé</i>	<i>Mesure prise</i>	<i>Gain obtenu</i>	<i>Écart</i>
Installations et infrastructures : carburants et lubrifiants	49,1	Réduction de la consommation de carburant des groupes électrogènes (170 000 litres) grâce à l'installation de parcs photovoltaïques	–	(49,1)
		Réduction de la consommation de carburant grâce à l'installation de systèmes d'éclairage solaires photovoltaïques	66,3	66,3
Installations et infrastructures, et transports terrestres	–	Réception de neuf pièces de matériel remises à neuf dans le cadre du programme 3R (retour, remise à neuf et réutilisation) comprenant des groupes électrogènes, des excavatrices et du matériel de lutte contre l'incendie	769,8	769,8
Opérations aériennes	–	Réduction du nombre d'aéronefs et d'heures de vol utilisées, principalement en raison de la reconfiguration de la flotte d'hélicoptères qui s'est faite sans que la fourniture des produits prévus soit compromise	1 845,5	1 845,5
Communications et informatique	33,3	Mise en place du système Unite de surveillance à distance des infrastructures de terrain visant à télécontrôler des ressources telles que les groupes électrogènes, les trous de forage et les stations de traitement des eaux usées, ce qui permet de réduire le nombre de visites sur le terrain et d'automatiser l'analyse des tendances et des pics d'utilisation des ressources et donc de réduire le coût de la main-d'œuvre	15,7	(17,6)
	33,3	Déploiement de la version pilote du camp intelligent, qui permet de contrôler à distance et d'automatiser des fonctions telles que le ravitaillement en carburant et le fonctionnement des pompes, qui prenaient auparavant la majeure partie du temps des opérateurs et des techniciens	34,2	0,9
	33,3	Plus grand recours aux technologies de communication des données au lieu des moyens de communication traditionnels, tels que la radio à ultra haute fréquence et à très haute fréquence et les téléphones satellitaires, ce qui permet d'améliorer la qualité des communications sans compromettre la sécurité et de réduire les dépenses liées aux visites sur le terrain	–	(33,3)
Total	149,0		2 731,5	2 582,5

26. La FISNUA n'a pas pleinement obtenu les gains d'efficience qui étaient attendus de la construction de parcs solaires au cours de l'exercice considéré, car le contrat clefs en main n'a été finalisé qu'en août 2024 ; cependant, elle a fait des

économies de carburant grâce à l'installation de 131 lampadaires solaires photovoltaïques.

27. En 2023/24, la FISNUA a reçu neuf biens (groupes électrogènes, excavatrices et matériel de lutte contre l'incendie) qui avaient été remis en état par la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) en 2022/23 et 2023/24 dans le cadre du programme 3R (retour, remise en état et réutilisation), ce qui a permis d'éliminer des dépenses chiffrées à 0,8 million de dollars (0,1 million de dollars pour trois biens remis en état en 2022/23 et 0,7 million de dollars pour six biens remis en état en 2023/24).

28. En ce qui concerne les opérations aériennes, la FISNUA a obtenu des gains d'efficacité chiffrés à 1,8 million de dollars, qui s'expliquent à la fois par un nombre d'heures de vol inférieur aux prévisions et par le plus petit nombre d'appareils utilisés, la Force ayant notamment mis fin au contrat de location d'un hélicoptère en mars 2024. Le contrat portait sur le seul hélicoptère Bell 412 restant sur les trois prévus au budget et son annulation a permis à la Force de revenir en 2024/25 à la configuration antérieure, plus efficace et offrant un meilleur rapport coût-efficacité, à savoir quatre hélicoptères militaires Mi-17 et deux hélicoptères civils Mi-8, au lieu de trois hélicoptères Bell 412. La FISNUA a ainsi dépensé 4,2 millions de dollars de moins que le montant qui avait été approuvé pour les opérations aériennes pour 2024/25, à savoir 4,0 millions de dollars tenant au retrait de l'hélicoptère Bell 412 et 0,2 million de dollars pour le carburant aviation, les droits d'atterrissage et les indemnités de subsistance des équipages.

E. Autres produits et ajustements, et avances internes

1. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	2 875,0
Produits divers ou accessoires ^a	272,0
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	—
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	9 293,1
Total	12 440,1

^a Ventilation des produits divers ou accessoires : remboursement de dépenses afférentes à l'exercice précédent (62 000 dollars), produits non utilisables devant être portés au crédit des États Membres, provenant de fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix qui étaient auparavant considérés comme des produits utilisables se rapportant à des exercices antérieurs (166 900 dollars) et produits divers (43 100 dollars).

2. Emprunts et prêts

29. Compte tenu de sa situation de trésorerie, la Mission a obtenu des avances internes d'autres missions en activité au cours de l'exercice considéré, réparties comme suit :

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Au</i>	<i>Mission prêteuse</i>	<i>Montant</i>
31 juillet 2023	Fonds de réserve pour le maintien de la paix (26,0), MINUSMA (21,9), FINUL (15,4), MONUSCO (3,7)	67,0
31 août 2023	Fonds de réserve pour le maintien de la paix (17,2), FINUL (15,4), MONUSCO (3,7)	36,3

Abréviations : FINUL = Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; MINUSMA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MONUSCO = Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

30. En raison des problèmes de liquidités rencontrés par d'autres missions de maintien de la paix en activité, la Force a accordé les prêts suivants :

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Au</i>	<i>Mission emprunteuse</i>	<i>Montant</i>
31 mai 2024	BANUS	13,0
30 juin 2024	BANUS (18,0), MINUSCA (5,4)	23,4

Abréviations : BANUS = Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie ; MINUSCA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine.

F. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	18 250,9
Unités de police constituées	—
Total partiel	18 250,9
Soutien logistique autonome	
Contingents	11 989,7
Unités de police constituées	—
Total partiel	11 989,7
Total	30 240,6

G. Activités de fond et autres activités relatives aux programmes

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>Montant approuvé</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Réalisation escomptée Écart correspondante</i>
Services de détection des mines et de déminage	9 842,0	9 625,9	216,1 1.1 et 1.2
État de droit	130,0	130,0	— 1,1
Droits humains	65,0	41,0	24,0 1,1
Projets de stabilisation des communautés	1 265,0	945,5	319,5 1,1
Consolidation de la paix	125,0	—	125,0 1,1
Renforcement de la confiance dans les institutions chargées de la sécurité	642,0	1 261,1	(619,1) 1,1
Lutte contre la violence de proximité	273,0	30,0	243,0 1,1
Les femmes et la paix et la sécurité	—	87,0	(87,0) 1,1
Les jeunes et la paix et la sécurité	—	4,0	(4,0) 1,1
Total	12 342,0	12 124,5	217,5

31. La sous-utilisation des crédits afférents aux services de détection des mines et de déminage s'explique principalement par le fait que le contrat ne prévoit plus le recours à une équipe de déminage intégrée et que les modalités contractuelles s'appliquant à deux spécialistes du contrôle de conformité ont changé, les engagements de durée déterminée ayant été remplacés par des contrats de vacataire.

32. La sous-utilisation des crédits afférents à la consolidation de la paix s'explique principalement par l'annulation du dialogue de haut niveau sur le cadre de collaboration politique à Abyei. Des ressources ont donc été réaffectées pour faciliter l'exécution de projets axés sur les mandats de la FISNUA relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité, et aux jeunes et à la paix et à la sécurité, notamment la célébration de la Journée internationale de la jeunesse, pour laquelle aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé.

33. Le dépassement des crédits afférents au renforcement de la confiance s'explique principalement par les nouveaux projets visant à remédier à l'absence de services de santé dans le nord d'Abyei en raison de la guerre au Soudan, et par les répercussions sur les services de santé dans le sud d'Abyei. La fourniture de services de santé a contribué à renforcer la confiance de la population, en particulier à l'égard de la FISNUA, seule institution de sécurité autorisée à opérer à Abyei.

34. La sous-utilisation des crédits afférents aux projets de stabilisation des communautés et à la lutte contre la violence de proximité s'explique par le fait que les dépenses ont été enregistrées au titre des activités de renforcement de la confiance dans les institutions de sécurité, en raison des recoupements entre les deux types de projets.

H. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	971,6
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—
Total	971,6

^a Valeur estimative de parcelles situées à Abyei et Kadougli, des terrains sur lesquels sont installées les bases opérationnelles des compagnies, des droits de navigation aérienne, d'atterrissage et de stationnement dans les aéroports, des frais d'immatriculation des véhicules et des redevances d'utilisation de radiofréquences.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	(1 487,8)	(26,5 %)

35. Le dépassement des crédits s'explique principalement par le fait que : a) le montant de l'indemnité de subsistance (missions) versé pendant les 30 premiers jours a augmenté au 1^{er} janvier 2024 ; b) le taux de vacance effectif a été plus faible que celui retenu dans le budget approuvé (10,4 % contre 10,8 %).

	<i>Écart</i>	
Contingents	(7 417,9)	(6,6 %)

36. Le dépassement des crédits s'explique principalement par : a) des contreparties et de frais de stockage supplémentaires afférents au déploiement du matériel appartenant aux contingents, et une augmentation rétroactive du prix des rations prévu au contrat, compte tenu du fait qu'il a fallu utiliser l'itinéraire principal de ravitaillement du sud en raison du conflit au Soudan ; b) le coût plus élevé des vols affrétés pour la relève des contingents ; c) le relèvement, à compter du 1^{er} janvier 2024, du montant de l'indemnité de subsistance (missions) versé pendant les 30 premiers jours.

37. Le dépassement des crédits a été compensé en partie par une sous-utilisation des crédits prévus pour le matériel majeur appartenant aux contingents, en raison du retard pris par le déploiement de trois des huit nouveaux contingents multinationaux, obligation ayant été faite d'utiliser l'itinéraire principal de ravitaillement du sud en raison du conflit au Soudan.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	1 199,3	33,7 %

38. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par l'incidence du taux de vacance de postes moyen plus élevé (70,9 % contre 47,3 % dans le budget approuvé) sur l'indemnité de subsistance (missions), qui a été contrebalancée en partie par le relèvement de l'indemnité journalière de subsistance (missions) à partir du 1^{er} janvier 2024.

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	1 185,2	2,7 %

39. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement : a) à l'application d'un coefficient d'ajustement moyen effectif supérieur au coefficient appliqué pour l'indemnité de poste dans le budget approuvé pour le calcul des traitements des membres du personnel recruté sur le plan international ; b) au nombre de jours inférieur aux prévisions passés par le personnel dans des lieux d'affectation ouvrant droit au versement de la prime de danger.

	<i>Écart</i>	
Administrateurs recrutés sur le plan national	(417,0)	(64,5%)

40. Le dépassement des crédits tient essentiellement aux facteurs suivants : a) le taux de vacance effectif moyen (20,0 %) a été inférieur à celui retenu dans le budget approuvé (33,3 %) ; b) des barèmes des traitements révisés ont été promulgués en juillet 2023.

	<i>Écart</i>	
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	(2 024,8)	(74,4 %)

41. Le dépassement des crédits tient principalement au fait que : a) les dépenses communes de personnel en pourcentage des coûts salariaux réels ont été supérieures aux prévisions, principalement à cause de la réinstallation des membres du personnel recrutés sur le plan national qui étaient en poste à Kadougli et à Khartoum et des personnes à leur charge, du fait du conflit au Soudan ; b) des barèmes des traitements révisés ont été promulgués en juillet 2023.

42. Le dépassement des crédits a été partiellement compensé par un taux de vacance effectif moyen de 6,0 %, alors que le taux retenu dans le budget approuvé était fixé à 1,2 %.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	368,7	13.8 %

43. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement au fait que le taux de vacance effectif moyen (10,5 %) a été supérieur à celui retenu dans le budget approuvé (8,1 %).

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(1 440,7)	(95,4 %)

44. Le dépassement des crédits s'explique principalement par les facteurs suivants : a) les 36 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) réservés à des fins de remplacement à des agents des services généraux recrutés sur le plan national ont été pourvus, alors qu'un taux d'occupation de 35 % était prévu dans le budget approuvé ; b) il a fallu recourir à un(e) assistant chargé(e) des ressources humaines (Service mobile) afin de commencer à reclasser les emplois de la FISNUA, comme cela avait été recommandé dans le cadre de l'examen des besoins en personnel civil de la Force.

	<i>Écart</i>	
Consultants et services de consultants	(547,9)	(75,3 %)

45. Le dépassement des crédits tient essentiellement au fait qu'il a fallu faire appel à un plus grand nombre de consultants techniques spécialisés dans le cadre des projets menés par le groupe de la gestion des installations et de l'environnement, notamment dans les domaines de la gestion des déchets, de la durabilité environnementale et de la construction.

	<i>Écart</i>	
Voyages officiels	(434,2)	(68,2 %)

46. Le dépassement des crédits s'explique principalement par : a) l'examen interne de la FISNUA auquel le Siège de l'Organisation a procédé, suivi d'un atelier organisé à l'intention de la Force aux fins de l'établissement d'un plan d'application des recommandations issues de l'examen ; b) la réinstallation à Port-Soudan du personnel qui était en poste à Kadougli et Khartoum, en raison du conflit au Soudan.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	3 327,0	8,9 %

47. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) l'acquisition d'un moindre nombre de modules d'hébergement préfabriqués par suite du transfert à la Force de matériel similaire provenant de la MINUSMA ; b) l'incapacité pour les fournisseurs de livrer les matériaux de construction en raison du conflit au Soudan ; c) le fait qu'il a fallu réaffecter des ressources en raison des dépenses plus élevées que prévu au titre du personnel en tenue et du personnel civil.

48. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par : a) une plus grande consommation de carburant pour les groupes électrogènes et un coût moyen effectif par litre plus élevé que le coût retenu dans les prévisions budgétaires ; b) un contrat plus coûteux que prévu pour les services d'entretien des camps.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	1 826,8	44,1 %

49. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le retard pris dans l'acquisition de six camions à haute mobilité en raison de la complexité des spécifications à respecter pour répondre aux besoins de la Force.

	<i>Écart</i>	
Opérations aériennes	4 783,6	12,8 %

50. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement comme suit : a) le nombre d'heures de vol effectuées par les avions et les hélicoptères a été inférieur aux prévisions, essentiellement en raison de la fermeture de l'espace aérien soudanais ; b) des retards se sont produits dans le déploiement d'un avion et de deux hélicoptères de remplacement ; c) il a été mis fin aux contrats afférents à un avion et à un hélicoptère en mars 2024.

	<i>Écart</i>	
Opérations maritimes ou fluviales	263,0	50,2 %

51. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par de moindres besoins en ce qui concerne les conteneurs maritimes devant servir à l'acheminement de modules d'hébergement préfabriqués, de matériel spécialisé, de fournitures et d'autres biens par rapport aux prévisions budgétaires, essentiellement en raison de la

réaffectation des ressources tenant à des dépenses plus élevées que prévu au titre du personnel en tenue et du personnel civil.

	<i>Écart</i>	
Communications et informatique	(556,4)	(5,8 %)

52. Le dépassement des crédits s'explique principalement par l'appui apporté à de nouveaux projets et services liés au projet de reconstruction des camps et par le coût plus élevé que prévu du maintien et de l'élargissement de la couverture Internet dans l'ensemble de la zone de la FISNUA.

53. Le dépassement des crédits a été en partie compensé par une sous-utilisation des crédits au titre : a) des télécommunications et des services de réseau en raison de l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat afférent aux techniciens dont le coût était moins élevé ; b) des pièces de rechange, en raison des problèmes logistiques auxquels les fournisseurs se sont heurtés et de l'indisponibilité des pièces les plus couramment demandées.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	1 449,8	6,8 %

54. La sous-utilisation des crédits s'explique par les facteurs suivants : a) les frais bancaires relatifs aux opérations financières de la FISNUA ont été moins élevés que prévu ; b) il n'y a pas eu besoin de recourir à autant de gardes de sécurité sous contrat en raison de l'évacuation de la base de la Force à Kadougli tenant au conflit au Soudan.

55. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par l'augmentation des coûts effectifs de la manutention du fret et des activités connexes par rapport aux prévisions budgétaires en raison du conflit au Soudan, qui a contraint la FISNUA à cesser d'utiliser l'itinéraire principal de ravitaillement d'approvisionnement du nord et à se tourner vers l'itinéraire du sud.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

56. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei se présentent comme suit :

a) se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024, soit 108 900 dollars ;

b) se prononcer sur l'affectation des produits divers de l'exercice clos le 30 juin 2024, soit 12 440 100 dollars [produits des placements (2 875 000 dollars), produits divers ou accessoires (272 000 dollars) et annulation d'engagements d'exercices antérieurs (9 293 100 dollars)].

VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 76/274 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée

A. Assemblée générale

Questions concernant les opérations de maintien de la paix en général

(Résolution 76/274)

<i>Décision ou demande</i>	<i>Mesures prises</i>
Prie de nouveau le Secrétaire général de veiller à ce que les missions aient la latitude voulue pour utiliser les fonds consacrés aux activités relatives aux programmes et à ce qu'elles rendent compte de l'emploi qu'elles en font, conformément aux directives et compte tenu du contexte dans lequel elles évoluent, et le prie d'améliorer encore l'application du principe de responsabilité et la transparence en faisant figurer, dans ses prochains projets de budget et dans les rapports sur l'exécution du budget, des renseignements détaillés sur les activités des missions relatives aux programmes, y compris les dépenses et le montant proposé par catégorie pour les « autres » activités relatives aux programmes et des renseignements sur la façon dont ces activités ont contribué à l'exécution des mandats, sur les liens existant entre les activités et les mandats, sur les entités de réalisation, sur la mise en place par les missions des contrôles voulus, sur les partenariats noués avec les gouvernements hôtes, la société civile et les organisations régionales et sous-régionales pour mener les activités relatives aux programmes et sur l'impact de ces partenariats, selon qu'il conviendra (par. 81).	<p>La FISNUA veille à ce que les fonds consacrés aux activités relatives aux programmes soient gérés conformément aux directives. Le Chef de la mission et commandant de la Force par intérim exerce son autorité générale sur les fonds et collabore étroitement avec les responsables de la FISNUA pour donner la priorité aux activités prescrites considérées comme urgentes. Toutes les unités intervenant dans l'utilisation des fonds sont tenues d'établir des rapports financiers et des rapports descriptifs et de se conformer aux prescriptions relatives aux informations à communiquer. En outre, des mémorandums d'accord ont été conclus avec les partenaires d'exécution.</p> <p>On trouvera des informations supplémentaires à la section III.G du présent rapport.</p>

B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Questions concernant les opérations de maintien de la paix en général

(A/76/760)

Demande ou recommandation

Le Comité consultatif est favorable à la coopération entre missions, mais constate que l'on ne dispose toujours pas d'informations claires et transparentes sur les domaines de coopération et les modalités de financement et compte que des informations plus complètes sur les domaines de coopération entre missions, notamment sur la comptabilisation par les missions d'origine et les missions bénéficiaires des ressources y afférentes, seront présentées dans les prochains rapports d'ensemble et dans les rapports sur l'exécution du budget des missions concernées (par. 77).

Mesures prises

Au cours de l'exercice, la FISNUA n'a mené aucune activité de coopération avec d'autres missions supposant le transfert ou la réception de ressources autres que celles approuvées par l'Assemblée générale, à l'exception de la demande de transfert de véhicules, de modules d'hébergement préfabriqués et de matériel de sécurité provenant de la MINUSMA. On trouvera au paragraphe 19 du présent rapport de plus amples informations sur les activités de coopération menées avec des entités des Nations Unies au niveau régional.